

Distribution générale

08 avril 2019

Français

Nations Unies

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Réunion de travail sur les statistiques sur le genre

Neuchâtel, Suisse 15 – 7 mai 2019

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Statistiques sur le genre et le commerce

Vers un cadre conceptuel pour la mesure de l'égalité des sexes dans le commerce dans les statistiques officielles

Note de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*

Résumé

Le besoin de statistiques sur l'égalité des sexes dans le commerce devient pressant alors que les gouvernements s'efforcent de développer des politiques commerciales sensibles au genre. Les interactions entre le genre et le commerce sont indissociables des normes et institutions sociales existantes. Par conséquent, elles diffèrent selon les pays et peuvent prendre de nombreuses formes différentes. Pour comprendre ces relations et mécanismes complexes et élaborer des politiques efficaces, les gouvernements ont besoin de meilleures statistiques, plus facilement disponibles, qui relient le genre à l'économie.

La CNUCED a lancé des travaux visant à mesurer l'égalité des sexes dans le commerce. Ce document présente les dimensions sexospécifiques du commerce qui doivent être mesurées par les statistiques et examine les sources de données possibles pour le faire. Un projet de cadre conceptuel pour la mesure de l'égalité des sexes dans le commerce est présenté. La CNUCED a l'intention de tester ce projet de cadre avec des pays à différents niveaux de développement statistique. Cela permettra de déterminer la voie à suivre et d'élaborer des orientations pratiques pour la compilation de statistiques sur l'égalité des sexes dans le commerce.

*Préparé par Mme Anu Peltola et M. Steve MacFeely

NOTE : Les appellations employées dans ce document n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

I. Introduction

1. Pendant longtemps, les décideurs politiques ont considéré que le commerce était neutre du point de vue du genre et ont conçu des interventions politiques en conséquence. Il est désormais largement admis que le commerce international affecte différemment les femmes et les hommes en raison des disparités existantes entre les sexes dans la production et la consommation, sur les marchés du travail et des disparités dans l'accès aux ressources et aux opportunités (CNUCED 2014). Une célèbre citation d'Aristote « il n'y a pas de pire injustice que de traiter également des choses inégales » explique bien pourquoi nous devons en savoir plus sur les inégalités entre les sexes dans le domaine du commerce.
2. Le Programme d'action de Pékin, signée en 1995, (par. 206)¹ appelait les services nationaux, régionaux et internationaux de statistique, les gouvernements et les agences des Nations unies à recueillir, compiler, analyser et présenter des statistiques qui « reflètent la problématique hommes-femmes existant dans la société », notamment « sur la pleine contribution des femmes et des hommes à l'économie, y compris leur participation au secteur informel ». « Améliorer les concepts et les méthodes de collecte de données sur la mesure de la pauvreté chez les femmes et les hommes, et notamment leur accès aux ressources ».
3. Près de 25 ans après la signature du Programme d'action de Pékin, des progrès significatifs ont été accomplis dans la disponibilité des statistiques sexospécifiques. Des travaux ont été menés, par exemple, pour améliorer la couverture des activités informelles dans les statistiques du travail, accroître la disponibilité des statistiques sur l'éducation et la santé ventilées par sexe, développer les enquêtes d'emploi du temps comme source d'information sur l'égalité des sexes, et créer des statistiques et des indicateurs sur la participation politique des femmes et des hommes, pour ne citer que quelques domaines. En dépit de progrès significatifs, les statistiques combinant le genre et le commerce restent rares.
4. Les décideurs politiques ont commencé à se concentrer davantage sur l'autonomisation économique des femmes. En 2015, le Programme d'action d'Addis-Abeba² a souligné l'importance de l'autonomisation économique des femmes³ en déclarant que (par. 21) « les faits montrent que l'égalité des sexes, l'émancipation des femmes et leur pleine et égale participation à l'économie et à la direction de celle-ci sont des conditions indispensables pour réaliser le développement durable et améliorer de façon appréciable la croissance économique et la productivité ». Le Programme d'action met l'accent sur la nécessité de « permettre la pleine et égale participation des femmes à l'économie, et leur accès égal aux processus de prise de décision et au leadership ». Les pays sont exhortés « de suivre et de signaler des affectations de ressources pour l'égalité des sexes » (par. 53).
5. Le Programme d'action établit également un lien entre le commerce international et le genre (par. 90), « reconnaissant le rôle critique que jouent les femmes dans la production et le commerce » et notant l'importance de faciliter « la participation égale et active des

¹ Le Programme d'action de Pékin (1995) :

[beijing20.unwomen.org/~medias/siège social / pièces jointes/ sections / csw/pfa_e_final_web.pdf](http://beijing20.unwomen.org/~medias/siège%20social/pièces%20jointes/sections/csw/pfa_e_final_web.pdf)

² Programme d'action d'Addis-Abeba (2015) : www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf

³ Dans le dictionnaire Oxford, l'autonomisation est définie comme l'autorité ou le pouvoir conféré à quelqu'un pour faire quelque chose, ou le processus consistant à devenir plus fort et plus confiant, notamment en ce qui concerne le contrôle de sa vie et la revendication de ses droits.

- femmes au commerce national, régional et international ». Le chapitre III du Programme d'action est consacré aux données, à la surveillance et au suivi et vise à « accroître et à utiliser des données de haute qualité, fiables et actuelles, ventilées par sexe » et autres caractéristiques.
6. L'Agenda 2030 pour le développement durable repose sur l'idée que « le développement ne sera durable que si ses avantages profitent également aux femmes et aux hommes ; et les droits des femmes ne deviendront une réalité que s'ils s'inscrivent dans le cadre d'efforts plus vastes visant à protéger la planète et à garantir que tous puissent vivre dans la dignité et le respect » et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 « nécessitera une révolution non seulement dans les données sur le genre mais aussi dans les politiques »⁴. Alors que l'objectif 5 se concentre particulièrement sur l'égalité des sexes, certains aspects de l'égalité des sexes sont pris en compte dans l'ensemble du programme de développement. La cible 5.5 traite de la participation pleine et effective des femmes à la vie économique et la cible 5.a se concentre sur l'accès des femmes aux ressources économiques.
 7. En juillet 2016, la quatorzième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)⁵, a reconnu le rôle majeur que l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes jouent dans la progression vers un environnement économique mondial inclusif et équitable. Ils ont également demandé à la CNUCED de « renforcer ses travaux sur les liens entre l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et des filles d'une part et le commerce et le développement d'autre, et aider les États membres » à cet égard (par. 55(bb)).
 8. Le besoin pressant de données sur le genre et le commerce ne cesse de se répéter dans les discussions politiques concernant la Déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes⁶, signée lors de la 11e réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2017. Selon cette déclaration, les pays acceptent d'éliminer les obstacles à l'autonomisation économique des femmes et de favoriser celle-ci, de rendre les politiques commerciales et de développement plus attentives aux sexospécificités, par exemple en « partageant les méthodes et procédures pour la collecte de données ventilées par sexe, l'utilisation d'indicateurs et de méthodes de suivi et d'évaluation et l'analyse des statistiques relatives au commerce axées sur le genre ». Les actions comprennent la réalisation d'un « inventaire des sources d'information, leur complémentarité et l'identification des lacunes dans les données » avec les organisations internationales concernées.
 9. Compte tenu de cette évolution, la CNUCED a lancé de nouveaux travaux visant à mesurer la place des femmes dans le commerce. Jusqu'à présent, les statistiques commerciales et autres statistiques économiques ont été recueillies sans tenir compte des spécificités hommes-femmes. Il est donc difficile de faire interagir ces statistiques, recueillies à des fins et à des moments différents, et de fournir une image claire des dimensions sexospécifiques clé du commerce.

⁴ Traduire les promesses en actions : L'égalité de genre dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (2018) : <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2018/sdg-report-summary-gender-equality-in-the-2030-agenda-for-sustainable-development-2018-fr.pdf?la=en&vs=949>

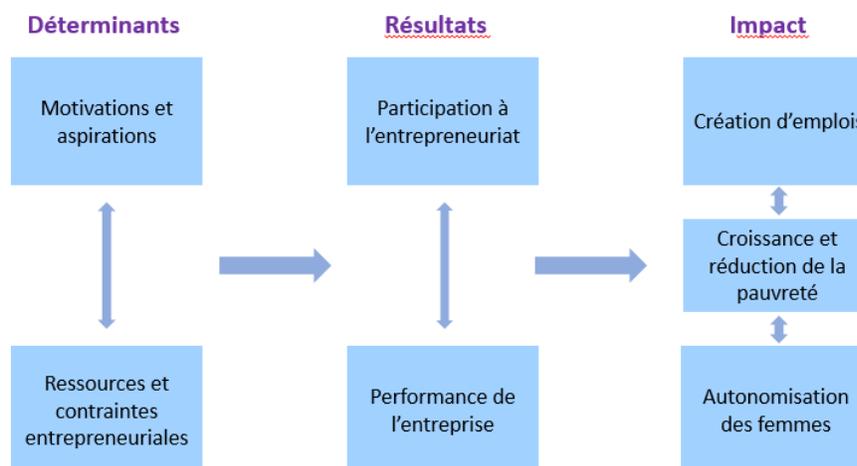
⁵ Nairobi Maafikiano (2016) : https://unctad.org/meetings/en/SessionalDocuments/td519add2_en.pdf

⁶ Déclaration conjointe sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes (2017) : https://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/mc11_f/genderdeclarationmc11_f.pdf

II. Les dimensions sexospécifiques du commerce

10. Quelles sont les dimensions sexospécifiques du commerce qui devraient être mesurées ? Comme le concept d'égalité des sexes comporte de multiples facettes et que le commerce a des effets considérables sur la répartition des revenus et le patrimoine, les interactions entre le sexe et le commerce sont complexes et intrinsèquement difficiles à mesurer. L'élaboration de statistiques sur le genre et le commerce nécessite d'identifier les dimensions à mesurer et de définir les concepts correspondants (voir CNUCED, 2017). Idéalement, cette compréhension devrait se fonder sur les travaux accomplis à ce jour et reposer sur les données statistiques et les cadres de mesure existants.
11. Le projet conjoint de la Division des statistiques des Nations unies (DSNU) et d'ONU Femmes sur les Faits et données sur l'égalité des sexes (EDGE)⁷ a établi un cadre conceptuel pour l'analyse de l'entrepreneuriat féminin⁸. Le présent document s'inspire du cadre EDGE pour l'ajuster et l'étendre pour examiner les rapports hommes-femmes et le commerce. Le cadre examine les déterminants, les conséquences et les effets de l'entrepreneuriat qui pourraient avoir un lien avec les rapports hommes-femmes (voir la figure 1).

Figure 1. Le cadre conceptuel EDGE sur la mesure de l'entrepreneuriat d'un point de vue sexospécifique.



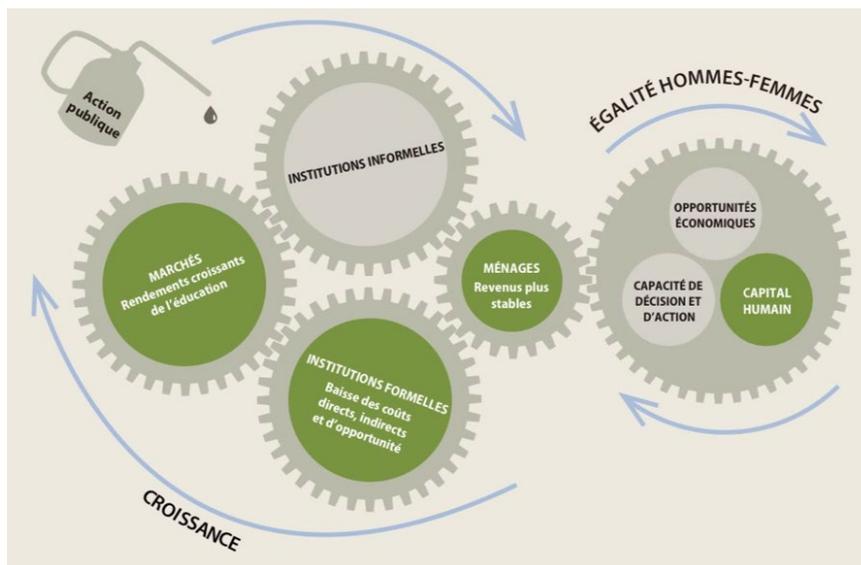
Source : DSNU.

12. Le Rapport sur le développement dans le monde (Banque mondiale, 2012b) propose un cadre conceptuel pour analyser le développement économique et le genre (voir la figure 2). Même si le cadre ne se concentre pas sur le commerce, il examine les interactions entre les acteurs de l'économie et les conséquences de l'égalité des sexes qui sont également valables pour l'analyse du genre et du commerce. Fait important, ce cadre ajoute des politiques et des interventions à la vue d'ensemble.

⁷ <https://unstats.un.org/edge/methodology/entrepreneurship/>

⁸ L'EDGE définit les entrepreneurs comme des personnes qui ont le contrôle direct sur une entreprise qu'ils possèdent seuls ou avec d'autres.

Figure 2. Le cadre conceptuel de la Banque mondiale pour l'analyse du développement économique et du genre.



Source : Banque mondiale (2012b) : Rapport sur le développement dans le monde 2012. Égalité des sexes et développement.

13. Les sections suivantes donnent un instantané des liens entre le genre et le commerce qui ont été étudiés par les chercheurs. L'objectif est de fournir une cartographie des questions pertinentes pour la mesure et l'analyse de l'égalité des sexes dans le commerce afin de les refléter dans un cadre conceptuel pour la mesure de l'égalité des sexes dans le commerce.

A. Qu'est-ce qui détermine la participation économique et commerciale ?

14. Les chercheurs ont étudié les facteurs qui influencent la possibilité pour les femmes et les hommes de participer à l'économie. Trois facteurs fondamentaux sont souvent pris en compte à cet égard : la santé, l'éducation et l'autonomisation⁹. Dollar et Gatti (1999) ajoutent à ces trois déterminants l'égalité juridique et économique des femmes et des hommes à leurs recherches.
15. Les possibilités de participer au commerce sont également influencées par les conditions de travail. Les femmes sont souvent surreprésentées dans le secteur informel, le travail saisonnier et non rémunéré ainsi que dans le travail bénévole et domestique. Cela influe sur leur emploi du temps et sur les écarts de revenus. Le revenu est un facteur important qui influence les possibilités de démarrer une entreprise et de participer au commerce. Non seulement il fournit une source de financement, mais comme le notent Anderson et Eswaran (2009), le revenu gagné influence l'autonomisation des femmes dans les ménages, par exemple lorsqu'il s'agit de décider de la participation à des activités économiques.
16. En développant les trois dimensions de l'autonomisation économique de Kabeer (1999) (les ressources, l'agence et les résultats), Laszlo et al. (2017) considèrent

⁹ Déclaration conjointe sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes (2017) : https://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/mc11_f/genderdeclarationmc11_f.pdf

l'autonomisation économique comme un processus par lequel les femmes acquièrent l'accès et le contrôle des ressources économiques, des opportunités et des marchés, ce qui leur permet d'agir et de prendre des décisions au profit de tous les aspects de leur vie. Ils divisent les indicateurs éventuels d'abord en déterminants directs du pouvoir de décision des femmes et ensuite en mesures indirectes des résultats du processus décisionnel, comme le taux de participation à la vie active. Enfin, des données sur les contraintes qui échappent au contrôle direct d'un ménage ou d'une personne, comme les droits de propriété ou le droit à l'éducation, sont nécessaires.

17. Des études analytiques de la CNUCED couvrant plusieurs pays en développement et pays les moins développés¹⁰ recensent les obstacles à l'émancipation économique des femmes. Ceux-ci comprennent, notamment, l'inégalité des droits économiques et de l'accès aux ressources productives, l'accès déficient à la formation professionnelle et à la formation en cours d'emploi, ainsi qu'une grande partie du temps consacré aux soins et aux tâches ménagères, qui se reflètent également dans la forte participation des femmes dans les emplois peu productifs et dans la faible participation dans les professions hautement spécialisées ainsi que dans la production et le commerce à forte intensité de capital.
18. En résumant les constatations de plusieurs études, les statistiques sur les déterminants de la participation dans le commerce devraient inclure des données sur les facteurs clés mentionnés ci-dessus, tels que l'éducation, l'emploi du temps, les rôles économiques dans l'emploi, le revenu et l'accès aux autres ressources, la prise de décision dans les ménages et la société, la sécurité et la sûreté ainsi que les droits des femmes et des hommes. Des données sur les motivations et les aspirations personnelles, la santé, les questions socioculturelles et institutionnelles, telles que les contraintes religieuses ou juridiques et les catalyseurs de participation au commerce, seraient également nécessaires.

B. Comment l'égalité des sexes s'intègre-t-elle à la participation et aux performances commerciales ?

19. Il existe des différences significatives dans la manière dont les femmes et les hommes participent au commerce. Selon l'analyse de l'OCDE (2018) sur le genre dans les chaînes de valeur mondiales, la part des hommes dans les emplois des entreprises exportatrices est relativement élevée, tandis que les femmes sont plus souvent employées par les fournisseurs des entreprises exportatrices. Les emplois féminins se trouvent aussi beaucoup plus souvent dans le secteur des services, plutôt que dans celui de l'industrie manufacturière (Braunstein, 2017).
20. Les femmes et les hommes peuvent être impliqués dans le commerce en tant que travailleurs, producteurs, commerçants, contribuables et usagers des services publics. L'évolution du commerce et des politiques commerciales peut influencer leur participation à la population active et leur rôle au sein des entreprises qui importent et exportent des biens et des services. Par exemple, Joekes et Weston (1994) ont remarqué que dans les pays en développement, l'expansion des exportations est souvent liée à l'augmentation de la part de l'emploi féminin dans l'industrie manufacturière et les services, ce que l'on appelle souvent la féminisation du travail. La déféminisation¹¹ du travail, d'autre part, peut se produire lors d'un passage à une production à plus forte

¹⁰ Les études et un rapport de synthèse sont disponibles à l'adresse suivante : <http://unctad.org/gender>

¹¹ La déféminisation désigne une diminution de la part des femmes dans l'emploi.

- intensité de capital, ainsi que dans le cas où les salaires dans la production à forte intensité de main-d'œuvre féminine augmentent, attirant davantage d'hommes dans l'industrie.
21. Braunstein (2017) identifie une causalité à double sens entre l'égalité des sexes et la croissance économique : La croissance économique affecte l'égalité des sexes de nombreuses façons, mais les préjugés sexistes influencent eux aussi les résultats macroéconomiques, tels que la croissance, le commerce, les déséquilibres et l'inflation.
 22. Busse et Spielman (2005) trouvent des preuves que les entreprises profitent des salaires inférieurs des femmes dans certaines industries à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays en développement. Cependant, plusieurs chercheurs ont constaté que l'amélioration de l'égalité des sexes, par exemple en matière d'éducation, d'emploi et d'accès au financement, présente des avantages pour le commerce et la croissance économique (Dollar et Gatti, 1999 ; Klasen et Lamanna, 2009). Les effets dépendent du secteur, du pays et des conditions spécifiques de chaque économie.
 23. Ainsi, l'analyse de la participation au commerce nécessitera des données sur la part des femmes et des hommes employés par des (entreprises ou) secteurs exportateurs ou importateurs, le type de professions selon le sexe, la part des femmes et des hommes entrepreneurs, propriétaires et gestionnaires d'entreprises engagées dans le commerce, etc. Dans l'idéal, des données seraient disponibles pour analyser les rôles des femmes et des hommes en tant que producteurs, consommateurs, travailleurs, commerçants et propriétaires ou gestionnaires d'entreprises. Pour analyser l'impact de l'égalité des sexes sur les performances commerciales, les chercheurs s'appuient sur des données tirées de statistiques économiques clés, telles que celles des exportations et des importations, de l'ouverture et des coûts du commerce, des statistiques de l'innovation, des investissements directs étrangers et des recettes tarifaires du gouvernement.

C. Quels sont les éventuelles incidences du commerce différenciées selon le sexe ?

24. Le commerce peut influencer l'emploi et les perspectives d'affaires des femmes et des hommes, leurs revenus, leur statut social, leur bien-être ainsi que l'égalité entre eux. Le commerce peut agir comme un catalyseur de l'égalité entre les sexes lorsque la libéralisation du commerce est accompagnée d'une hausse de l'emploi et des perspectives d'affaires pour les femmes, mais il peut aussi exacerber les inégalités de genre existantes et même empirer le statut économique et social des femmes (Banque mondiale, 2012a).
25. Kucera et Milberg (2000) ont découvert que l'expansion du commerce entre les pays de l'OCDE et les économies en développement entre 1978 et 1995 a engendré des pertes d'emplois disproportionnées pour les femmes dans les premiers, car celles-ci travaillaient en majorité dans des industries d'importation concurrentielles, telles que le textile, la chaussure et le cuir. La même constatation a été faite pour les économies agricoles, où les femmes étaient concentrées dans des secteurs en concurrence avec les importations tels que la production de cultures vivrières (Bussolo et De Hoyos, 2009), et en Afrique, où Seguino et Grown (2006) ont constaté que les réductions tarifaires sur les importations à forte intensité de travail entraînaient des pertes d'emplois plus importantes pour les femmes que pour les hommes.
26. La CNUCED (2004) a étudié les impacts de la libéralisation du commerce et a noté que celle-ci pourrait renforcer l'indépendance financière et le pouvoir d'action des femmes

au niveau du ménage, en plus de fournir des revenus et des opportunités d'emploi. Toutefois, une concurrence internationale accrue peut également réduire les salaires, en particulier pour les travailleurs occupant des emplois faiblement rémunérés et ne disposant pas d'un fort pouvoir de négociation. Le commerce peut avoir des effets positifs ou négatifs sur les femmes et les hommes en fonction du secteur, de l'expansion ou de la contraction de la production du secteur et de l'impact de la concurrence internationale sur le marché du travail local.

27. À cet égard, il est important d'examiner les impacts sur les conditions de travail telles que la sécurité de l'emploi, la santé et la sécurité au travail. Pour analyser plus précisément l'impact du commerce sur les femmes et les hommes, ces statistiques devraient également prendre en compte le travail non rémunéré comme faisant partie du facteur travail (par exemple Çagatay, 2001). Il peut être difficile d'obtenir des données sur le pouvoir de négociation des femmes et des hommes dans la société, leur statut économique et social, leur bien-être et leur autonomisation. Quand on considère les impacts économiques du commerce, trois types d'impacts sur les ménages et les particuliers peuvent être identifiés qui nécessitent des données statistiques de base :
- i. L'effet sur la consommation à travers leur impact sur les prix des biens
 - ii. L'effet de revenu sur les salaires, les ventes de produits et les possibilités d'emploi
 - iii. L'effet sur les recettes à travers leur impact sur les recettes et les transferts gouvernementaux.

D. Comment les politiques commerciales peuvent-elles affecter l'égalité des sexes ?

28. Les interventions de politique commerciale et autres mesures peuvent avoir des conséquences différentes selon les sexes escomptés ou inattendus. Ces interventions interagissent avec les normes socioculturelles, les rôles économiques et les structures du pays concerné. Les effets sexospécifiques sont transférés par les dotations en ressources, les droits de propriété, les institutions du marché du travail et d'autres conditions spécifiques au pays qui influencent la distribution des coûts et des bénéfices du commerce (Isaza Castro 2006), y compris les politiques commerciales.
29. Les politiques commerciales peuvent affecter l'égalité entre les hommes et les femmes de diverses manières - notamment par des modifications des opportunités de croissance et d'emploi, des pressions concurrentielles, de l'accès aux ressources et aux services, et des règles commerciales (CNUCED 2004).
30. La documentation scientifique examine souvent comment la libéralisation du commerce, telle que la réduction des tarifs ou l'ouverture accrue au commerce, est liée à l'égalité des sexes. Certaines recherches ont révélé un impact positif sur l'écart salarial entre les sexes découlant des politiques favorisant l'expansion du commerce (Black et Brainerd, 2003 ; Rasekhi et Hosseinmardi, 2012), et d'autres un impact négatif (Menon et Rodgers, 2006 ; Sauré et Zoabi, 2014) selon les pays étudiés. Dans une analyse portant sur 62 pays, Weichselbaumer et Winter-Ebmer (2002), par exemple, ont constaté que le résidu de salaire entre les sexes est constamment inférieur en cas de concurrence accrue et en présence de lois sur l'égalité de traitement.
31. Les politiques de libéralisation du commerce peuvent également avoir des effets indirects sur l'égalité des sexes et la répartition du travail entre les femmes et les hommes. Si les recettes fiscales tirées des taxes commerciales diminuent, cela peut

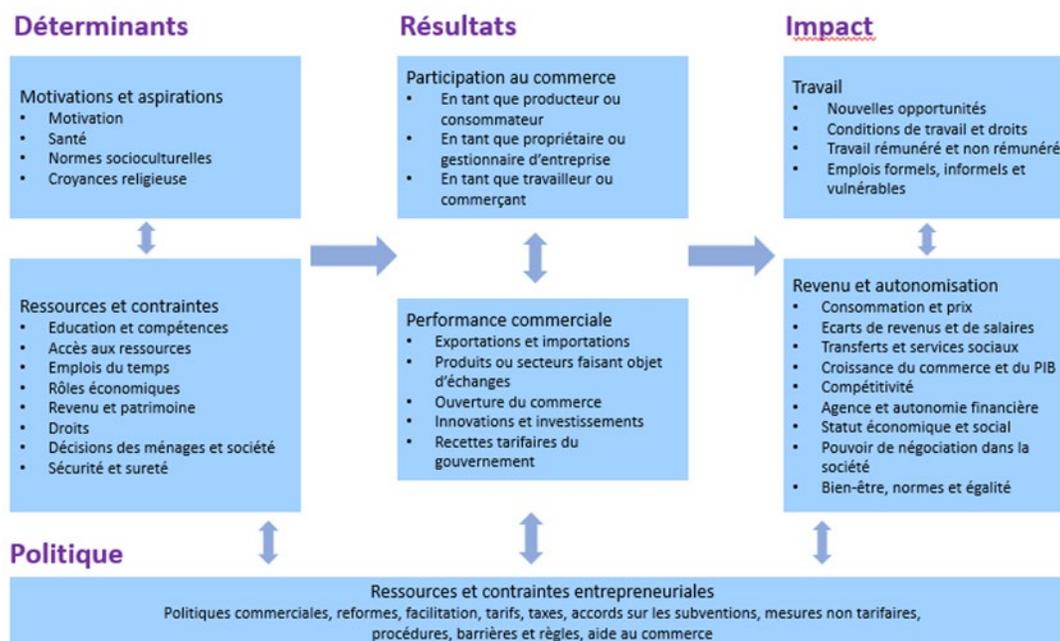
- réduire les dépenses publiques consacrées aux services sociaux, à l'éducation et à la santé, ce qui peut à son tour accroître la charge de travail non rémunéré des femmes pour se substituer aux services publics (Van Staveren, 2007).
32. Il existe différents types d'interventions de politique commerciale susceptibles d'avoir des effets différenciés selon le sexe. En principe, des données sur les différentes mesures politiques prises seraient nécessaires, par exemple :
- i. Réformes et politiques commerciales
 - ii. Procédures douanières
 - iii. Tarifs et quotas d'importation
 - iv. Taxes, subventions et restrictions à l'exportation
 - v. Financement des exportations et atténuation des risques
 - vi. Accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux
 - vii. Les mesures non tarifaires, notamment les restrictions sanitaires, techniques ou à des fins de protection commerciale des importations, le contrôle des prix, la propriété intellectuelle et les mesures d'investissement liées au commerce¹².

III. Définition d'un cadre pour la mesure de l'égalité des sexes dans le commerce

33. Nous pouvons formuler un projet de cadre conceptuel pour la mesure de l'égalité des sexes dans le commerce en résumant la discussion ci-dessus (voir la figure 3). Lorsqu'on cherche à mesurer les interactions entre le genre et le commerce, il convient de prendre en compte au moins les éléments suivants :
- i. Déterminants de la participation des femmes et des hommes au commerce : motivations et aspirations, ressources et contraintes ;
 - ii. Résultats reflétant le degré de participation et les rôles des femmes et des hommes ;
 - iii. Impacts, y compris les effets du commerce sur l'emploi, la répartition du travail, les revenus, l'autonomisation, le bien-être, etc ;
 - iv. La politique commerciale et les autres interventions gouvernementales qui peuvent influencer l'égalité des sexes. Cet élément a été ajouté en plus des trois éléments ci-dessus inclus dans le cadre EDGE.
34. La mise en place d'un cadre complet pour la mesure des nombreuses interactions entre le genre et le commerce nécessite de rassembler des données provenant de différents domaines statistiques. Un défi à relever est de savoir comment relier ces données entre les domaines. Les échantillons de ménages et d'entreprises sont fondés sur des populations différentes, et les statistiques sont collectées à des fins spécialisées, pour des unités statistiques et des fréquences différentes. Les sections ci-dessous donnent quelques idées sur les sources potentielles de données statistiques, en se fondant sur les principales constatations issues d'un inventaire des sources statistiques nationales et internationales disponibles.

¹² La Classification internationale des mesures non tarifaires (CNUCED 2015) fournit une liste complète des types de mesures non tarifaires ici : http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctab20122_en.pdf?user=46

Figure 3. Cadre conceptuel de la CNUCED pour la mesure de l'égalité des sexes dans le commerce



Source : Réflexions des auteurs basées sur le cadre EDGE.

E. Statistiques sur les déterminants de la participation au commerce

35. Des données statistiques complètes sur l'emploi par sexe sont disponibles auprès des systèmes statistiques nationaux. Les enquêtes sur les forces de travail peuvent également éclairer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, lorsqu'elles recueillent des données sur l'état civil, la situation professionnelle, la présence d'enfants d'âge préscolaire, d'autres personnes à charge et la disponibilité de services de garde d'enfants¹³. Toutefois, il y a aussi des défis à relever.



36. Les statistiques sur la santé et l'éducation font partie des statistiques sexospécifiques les plus couramment disponibles. Les statistiques sur la prise de décision au sein des ménages et sur l'inégalité des sexes dans l'accès à la technologie, à la terre et aux ressources productives sont plus rares. De même, les statistiques officielles ne fournissent généralement pas d'informations sur les motivations et les aspirations des femmes et des hommes en matière de participation à l'économie et au commerce, ni sur les normes socioculturelles pouvant influencer leurs choix.

37. Les données sur les droits économiques ont commencé à s'améliorer progressivement grâce aux enquêtes et aux bases de données des organisations internationales, telles que la FAO (2016) et la Banque mondiale (2018). La disponibilité des données sur l'accès aux ressources - réseaux d'information, finances et services - s'améliore progressivement grâce à des enquêtes mondiales.



¹³ Pour plus de détails, voir le Manuel de statistiques sur le genre de la DSNU : <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/Standards-and-Methods/files/Handbooks/gender/Integrating-a-Gender-Perspective-into-Statistics-E.pdf>

38. Les enquêtes sur l'emploi du temps, réalisées par de nombreux instituts nationaux de statistique, fournissent des données importantes sur les emplois du temps - un résultat de la prise de décision des ménages. Les enquêtes sur l'emploi du temps sont utiles pour évaluer le temps consacré au travail non rémunéré ou à la production non marchande (voir CEE-ONU, 2017) ; aux activités sociales et aux loisirs ; l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée ; l'égalité des sexes dans l'emploi du temps, etc. Cependant, ces enquêtes sont moins fréquentes en raison des coûts élevés et de la charge pour les répondants. Des options, telles que des modules d'enquêtes légères, sont également proposées.
39. Les conditions dangereuses peuvent entraver la participation des femmes au commerce. En 2011, la CEE-ONU a mis au point un module d'enquête pour la mesure de la violence à l'égard des femmes qui a été testé et appliqué par les instituts nationaux de statistique, et de telles enquêtes ont été réalisées dans 28 pays de l'UE depuis lors. La sécurité des conditions de commerce peut être mesurée par des approches similaires lorsque cela pose un problème.

F. Statistiques sur la participation et les performances commerciales

40. Les renseignements de l'enquête sur les forces de travail, du recensement de la population et des statistiques de l'emploi par secteur fournissent les bases permettant d'analyser la participation des femmes et des hommes à la vie active et, potentiellement, leur participation au commerce. Les statistiques sur l'emploi dans les industries orientées vers l'exportation peuvent servir à estimer la participation des femmes et des hommes au commerce en l'absence de données au micro-niveau sur les particuliers travaillant dans les entreprises exportatrices.
41. Actuellement, les données sur les femmes et les hommes en tant que consommateurs de biens et de services ne sont pas facilement disponibles, ni faciles à compiler. Les statistiques compilées sur la base des enquêtes sur le budget des ménages peuvent être par ailleurs utiles pour analyser le revenu et le statut professionnel des femmes et des hommes, mais elles ne fournissent souvent pas de données sur les habitudes de consommation des membres individuels du ménage. Les enquêtes sur les conditions de vie peuvent également fournir les moyens de déterminer la consommation de certains biens et services, mais pas souvent par sexe¹⁴.
42. Les enquêtes structurelles sur les salaires sont une source utile de données par profession, y compris les sous-catégories concernant les hauts fonctionnaires, les directeurs généraux et les chefs d'entreprise ventilées par secteur et par sexe. Les indicateurs sur les femmes et les hommes en tant que propriétaires d'entreprises dans différents secteurs sont de plus en plus disponibles et peuvent être examinés en relation en se référant à l'intensité d'exportation de ces secteurs. Les enquêtes portant sur le pouvoir et la prise de décision dans les entreprises ne sont généralement pas réalisées par les instituts statistiques.
43. L'analyse des femmes et des hommes travaillant dans des entreprises engagées dans le commerce nécessiterait de relier les micro-données sur les employeurs et les employés au commerce. L'OCDE (2018) a analysé les rôles des hommes et des femmes dans les



¹⁴ Ibid.

chaînes de valeur mondiales à l'aide de tableaux d'entrées-sorties¹⁵ et de données sur le commerce en valeur ajoutée combinées aux heures travaillées par secteur issues des comptes nationaux, ventilées par sexe. La ventilation a été estimée à partir des enquêtes sur les forces de travail.

44. Les statistiques officielles sur le commerce des biens et des services et le développement économique sont largement disponibles auprès des systèmes statistiques et des bases de données mondiales. Ceux-ci comprennent des statistiques sur le PIB, les exportations et les importations. La CNUCED et la Banque mondiale compilent et mettent à disposition



des indicateurs d'ouverture commerciale¹⁶ qui comparent le commerce total de biens et de services au PIB. Certains instituts statistiques réalisent des enquêtes sur l'innovation auprès des entreprises qui pourraient être combinées avec une variable indiquant si ces entreprises participent aux exportations ou aux importations.

G. Statistiques sur l'impact du commerce sur les femmes et les hommes

45. Les statistiques nationales sur le secteur des entreprises et l'emploi peuvent être liées aux statistiques commerciales afin de refléter les opportunités et les changements dans les emplois ainsi que les conditions de travail. On pourrait également examiner les statistiques sur les nouveaux emplois, la création d'entreprises et les fermetures de secteurs orientés vers l'exportation ou l'importation.
46. Certaines statistiques sur les conditions de travail¹⁷ et la qualité de l'emploi¹⁸ pour les femmes et les hommes sont disponibles. Ces études fournissent de riches informations sur la sécurité de l'emploi, les revenus, les avantages non salariaux, le traitement équitable, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, l'emploi informel, le travail forcé, l'aménagement du temps de travail, les horaires de travail, le développement des compétences, la motivation, les relations sur le lieu de travail, etc. mais celles-ci ne sont pas recueillies fréquemment.
47. Les statistiques sur les salaires et le revenu désagrégées par sexe peuvent être évaluées par secteur d'emploi, par exemple en comparant les écarts de salaire par sexe dans les industries à vocation exportatrice vers d'autres secteurs. Aller au niveau des micro-données pourrait permettre de sélectionner les employeurs du domaine du commerce et d'étudier les salaires et les revenus par sexe. Certains gouvernements obligent également les plus grandes entreprises et les organismes publics à publier des rapports sur leur écart de rémunération entre les sexes¹⁹ ainsi que sur la proportion de femmes et d'hommes employés.
48. Les instituts de statistique fournissent diverses données sur le revenu ventilées par sexe, telles que le revenu brut, le revenu disponible, le revenu horaire, hebdomadaire et



¹⁵ Un tableau d'entrées-sorties est une analyse détaillée du processus de production (réalisée par les pays statistiquement avancés), décrivant la relation achat/vente entre les producteurs et les consommateurs au sein d'une économie en montrant les flux de biens et services finaux et intermédiaires par industrie ou par produit.

¹⁶ UNCTADStat fournit des indicateurs d'ouverture commerciale calculés comme les exportations, les importations et la somme/moyenne des exportations et des importations en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) nominal : <https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html>

¹⁷ Enquêtes d'Eurofound : <https://www.eurofound.europa.eu/fr/surveys/european-working-conditions-surveys-ewcs>

¹⁸ Données de l'UE sur la qualité de l'emploi : <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/labour-market/quality-of-employment>

¹⁹ Les définitions peuvent différer dans les rapports des entreprises. L'écart de rémunération non ajusté entre hommes et femmes est défini comme la différence entre la rémunération horaire brute moyenne des hommes et des femmes, exprimée en pourcentage de la rémunération horaire brute moyenne des hommes.

annuel, le revenu de placement, d'activité indépendante ou de retraite, les transferts sociaux, etc. Ces données sont souvent recueillies dans le cadre des enquêtes sur le revenu ou le budget des ménages. Des ensembles de données complets sur le revenu imposable permettent des analyses en profondeur des différences entre les sexes dans certains pays. Les enquêtes mensuelles sur les forces de travail peuvent également comporter des questions sur le revenu (horaire, hebdomadaire ou mensuel) ainsi que sur le salaire net.

49. Le commerce est associé à des changements dans les prix des biens et des services, et leurs effets sur le revenu disponible et les habitudes de consommation pourraient être examinés à l'aide d'enquêtes sur les ménages. Les changements sur le plan des transferts sociaux publics, potentiellement liés à la réduction ou à l'augmentation des recettes



tarifaires du gouvernement, sont reflétés par les statistiques sur les dépenses publiques. Ces changements peuvent alors avoir une incidence sur l'emploi du temps entre les activités sur les marchés et au sein du ménage, ce qui souligne à nouveau l'importance des enquêtes sur l'emploi du temps.

50. Laszlo et al. (2017) énumèrent les mesures possibles de l'autonomisation économique, telles que les statistiques sur les facteurs psychologiques et culturels, les normes et le statut sociaux et économiques, l'accès aux ressources et leur contrôle, les droits, l'agence, la participation et l'emploi du temps, la santé, les connaissances et l'éducation, etc. Alors que les données sur les facteurs personnels, sociaux et culturels sont rarement disponibles, les enquêtes démographiques et sanitaires²⁰ offrent un ensemble d'indicateurs socio-économiques, démographiques et sanitaires et de mesures de la prise de décision des ménages, etc. L'OCDE²¹ et la DSNU²² fournissent un grand nombre de statistiques sur la gouvernance et le genre.

H. Statistiques sur les politiques commerciales

51. Les données sur les interventions en matière de politique commerciale - protection commerciale, mesures tarifaires et non tarifaires (CNUCED, 2015) et des accords commerciaux - sont disponibles dans le système commercial intégré mondial (WITS) qui comprend le système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS) de la CNUCED, UN COMTRADE, la base de données intégrée de l'OMC et les listes tarifaires consolidées de l'OMC. Le Centre du commerce international (CCI) réalise des enquêtes sur les mesures non tarifaires²³ qui comprennent également certaines questions relatives aux femmes et au commerce.

52. La CESAP et la Banque mondiale ont développé une base de données²⁴ basée sur les données sur la production brute pour fournir des estimations des coûts commerciaux sectoriels²⁵ pour environ 180 pays. La CESAP a également publié une base de données sur les coûts du commerce en valeur ajoutée, basée sur les



²⁰ <https://dhsprogram.com/topics/gender-corner/>

²¹ <https://www.oecd.org/fr/parite/donnees>

²² <https://genderstats.un.org/#/data-availability>

²³ <https://ntmsurvey.intracen.org/home/>

²⁴ <https://www.unescap.org/resources/escap-world-bank-trade-cost-database>

²⁵ Les coûts commerciaux comprennent ici tous les coûts directs et indirects associés au respect des exigences réglementaires en matière d'importation et d'exportation ; les différences de devises, de langues, de culture et de distance géographique ; ainsi que les coûts d'expédition et logistiques nationaux et internationaux associés aux importations et aux exportations.

données du commerce en valeur ajoutée (TiVA) de l'OCDE-OMC et qui inclut les coûts du commerce des services.

53. Les données sur l'aide publique au développement sont disponibles dans le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE²⁶, qui couvre environ 90 % de l'aide au développement et permet de suivre les flux mondiaux d'aide au commerce par fournisseur, bénéficiaire et projet. La base de données de l'OCDE comprend également un indicateur des projets d'aide ciblant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
54. Il convient de noter que même avec des statistiques abondantes, les données ne permettent pas de séparer les impacts des politiques commerciales sur le genre des autres facteurs affectant le commerce et le genre. Ceci devrait être laissé à l'appréciation de ceux qui analysent ces données.

IV. La voie à suivre pour les statistiques sur le genre dans le commerce

55. Il est essentiel de disposer de données sur l'engagement des entreprises dans le commerce international ainsi que sur le sexe des entrepreneurs, des dirigeants, des travailleurs indépendants et des employés pour compiler des statistiques sur le genre dans le commerce. Les actions suivantes permettraient de faire progresser la compilation de statistiques sur le genre dans le commerce :
 - i. **Entrepreneuriat** : La dimension de genre devrait être ajoutée aux enquêtes sur les entreprises, dans la mesure du possible, ainsi que les données sur le profil démographique des propriétaires et des gestionnaires d'entreprises (par exemple, le sexe, l'âge, le parcours éducatif et professionnel, la situation familiale) (voir CEE-ONU, 2018). Une meilleure couverture de l'entrepreneuriat informel, des travailleurs indépendants et des entreprises à domicile serait importante pour mesurer l'entrepreneuriat féminin (voir OCDE, 2001). Les registres statistiques des entreprises devraient inclure des variables sur le genre des propriétaires d'entreprises et de l'engagement de celles-ci dans le commerce.
 - ii. **L'emploi** : Le lien entre l'employeur et l'employé devrait être renforcé en améliorant la couverture des enquêtes par sondage, et le recueil de données sur les types d'emplois occupés par les femmes et les hommes, y compris les postes de direction, devrait être amélioré. Les ensembles de données sur les employeurs et les employés provenant de l'extérieur du système statistique pourraient être utiles, par exemple ceux détenus par les chambres de commerce. Une meilleure couverture du travail informel serait importante. Il est nécessaire de mener des enquêtes plus fréquentes sur les conditions de travail, les types de contrats, la situation dans la profession, les revenus individuels et la flexibilité des régimes de travail.
 - iii. **Production** : Un lien plus fort entre l'employeur et l'employé dans les statistiques sur les entreprises permettrait d'analyser les types d'emplois et les conditions de travail dans les entreprises exportatrices/importatrices, ainsi que de compiler des statistiques sur la rentabilité des entreprises engagées dans le commerce, etc. Des enquêtes plus régulières sur l'emploi du temps permettraient de mieux mesurer le travail non rémunéré des ménages.
 - iv. **Consommation** : Les instituts statistiques devraient développer des méthodologies pour compiler les données sur les dépenses de consommation, le revenu et les actifs

²⁶ <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=e24f32cc-4612-4fce-918d-80c2b05ca4f7&themetreeid=3>

séparément pour chaque membre du ménage, et augmenter la fréquence de la collecte de données sur le budget des ménages, si cela est pertinent et faisable. Relier la consommation au commerce est difficile, de sorte que l'analyse est susceptible d'être assurée principalement par la recherche plutôt que par les statistiques.

56. La CNUCED travaille conjointement avec des agences statistiques, d'autres bureaux gouvernementaux et des organisations internationales²⁷ pour développer la mesure du genre dans le commerce. L'axe de travail de la CNUCED vise à :
- i. Demander l'avis des responsables de la politique commerciale et de parité hommes-femmes sur les besoins en matière de données et inviter les statisticiens à réfléchir à la manière de répondre aux besoins lors des événements, notamment lors de la réunion d'experts de la CEE-ONU sur les statistiques de parité hommes-femmes (15-17 mars 2019), et précédemment lors de l'atelier CNUCED/Islande/Botswana sur la parité dans les accords commerciaux (28 mars 2019), de l'événement de l'OMC sur les femmes et le commerce (6-7 décembre 2018) et de la session de la CNUCED sur l'amélioration des données et des statistiques pour une politique commerciale sensible au genre organisée dans le cadre du Forum public de l'OMC (4 octobre 2018) ;
 - ii. Élaborer un cadre statistique pour la mesure du genre dans le commerce afin de lancer les travaux visant à améliorer la disponibilité des statistiques et des données ;
 - iii. Concevoir des modules d'enquête qui pourront être ajoutés aux enquêtes régulières menées par les instituts statistiques, et développer des outils d'enquête plus complets pour les pays présentant d'importantes lacunes en matière de données ; et
 - iv. Contribuer aux études de cas nationales pour tester la disponibilité des données et développer des méthodologies. Des travaux sont actuellement en cours avec le Canada et la Finlande, et d'autres pays sont invités à se joindre au groupe de travail.
57. Ces activités alimenteront un programme de renforcement des capacités, que la CNUCED mènera avec la CEE et la CEA pour renforcer la capacité statistique des pays à mesurer le genre et le commerce. Le projet ciblera 5 à 7 pays en Europe et en Afrique, avec 2 à 3 pays pilotes dans chaque région.

²⁷ Y compris la Commission européenne, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'OCDE, ONU Femmes, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les commissions régionales des Nations unies.

Références

- Anderson, S. et Eswaran, M. (2009) Qu'est-ce qui détermine l'autonomie des femmes? Temoignages du Bangladesh. *Journal of Development Economics* 90: pp. 179-191. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0304387808001089>
- Black, S. et Brainerd, E. (2003) Importer l'égalité ? L'impact de la mondialisation sur la discrimination sexuelle. *Industrial and Labor Relations Review* 57 : pp.540-559.
- Braunstein, E. (2017) The gender dynamics of inclusion and exclusion : a macro perspective on employment Chapitre IV dans : CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement 2017, Genève, CNUCED. <https://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=1852>
- Bussolo, M. et De Hoyos, R.E. (2009). Gender Aspects of the Trade and Poverty Nexus : Une approche macro-micro, Washington, DC, Palgrave Macmillan et la Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/13264>
- Busse, M. et Spielmann, C. (2005) Inégalité des sexes et commerce. *Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv (HWWA)*, Document de travail n° 308, Institut d'économie internationale de Hambourg. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=660024
- Çagatay, N. (2001) Trade, Gender and Poverty, Background Paper for the Trade and Sustainable Human Development Project, New York : PNUD. http://www.levyinstitute.org/pubs/wp_790.pdf
- Dollar, D. et Gatti, R. (1999) Inégalité des sexes, revenu et croissance : Les femmes ont-elles le vent en poupe ? Documents de travail sur le genre et le développement, n° 1. <http://documents.worldbank.org/curated/en/251801468765040122/pdf/multi-page.pdf>
- FAO (2016) Boîte à outils pour les statistiques agro-générales différenciées selon le sexe <http://www.fao.org/3/a-i5769e.pdf>
- OIT (2013) Mesurer le secteur informel : Manuel statistique sur le secteur et l'emploi informels. http://www.ilo.ch/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_222979/lang--en/index.htm
- Isaza Castro, J. (2006) Trade liberalization and gender effects: a literature review for Colombia. *Magazine Equidad y Desarrollo* N° 5 : pp. 109-129 / janvier-juin 2006. <https://revistas.lasalle.edu.co/index.php/ed/article/view/360>
- Joekes, S. P. and Weston, A. (1994) Women and the New Trade Agenda, New York. Fonds de développement des Nations unies pour les femmes.
- Kabeer, N. (1999) Resources, agency, achievements: reflections on the measurement of women's empowerment. *Développement et changement* 30 : pp. 435-464. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/1467-7660.00125>
- Klasen, S. et Lamanna, F. (2009) The impact of gender inequality in education and employment on economic growth : New evidence for a panel of countries, publié dans *Feminist Economics*, Vol. 15, No. 3, pp. 91-132. <http://chicagopolicyreview.org/wp-content/uploads/2014/09/Gender-and-Economic-Growth.pdf>
- Kucera, D. et Milberg, W. (2000) Ségrégation et biais de genre dans la croissance du commerce manufacturier : Revising the "Wood Asymmetry", *Monde*.

- Development, 28 (7) : pp. 1191-210.
<https://static1.squarespace.com/static/53ce7840e4b01d2bd01192ee/t/55a6be71e4b0393512e3c5cf/1436991089623/GenderSgregationMilberg.pdf>
- Laszlo, S. Grantham, K. Oskay, E. et Zhang, T. (2017) Relever les défis de la mesure de l'autonomisation économique des femmes, GWP-2017-12 - Document de contribution à la recherche. Institut d'étude du développement international.
grow.research.mcgill.ca/publications/working-papers/gwp-2017-12.pdf
- Menon, N. and Rodgers, Y. (2006) The Impact of Trade Liberalization on Gender Wage Differentials in India's Manufacturing Sector, Labor: Public Policy & Regulation e-Journal.
https://www.researchgate.net/publication/228279472_The_Impact_of_Trade_Liberalization_on_Gender_Wage_Differentials_in_India's_Manufacturing_Sector
- Rasekhi, S. et Hosseinmardi, H. (2012) An Impact of Globalization on Gender Wage Inequality : A case Study of Selected Developing Countries, International Journal of Business and Development Studies Vol. 4, No. 1, (2012) pp.27-40.
http://ijbds.usb.ac.ir/article_1272_0dce3c3291568b130df8db2caacca46.pdf
- OCDE (2001) Issues related to statistics on women's entrepreneurship workshop on firm-level statistics, OCDE Working Party on Statistics 26-27 novembre 2001
<http://www.oecd.org/sti/ind/2668264.pdf>
- OCDE (2018) Le genre dans les chaînes de valeur mondiales. Comment le commerce affecte-t-il l'emploi des hommes et des femmes ? Fabienne Fortanier et Guannan Miao, Direction des statistiques et des données.
<http://www.oecd.org/sdd/its/Women-in-GVCs.pdf>
- Sauré, P. et Zoabi, H. (2014) International Trade, the Gender Wage Gap and Female Labor Force Participation, Journal of Development Economics, Elsevier, vol. 111(C), pp. 17-33.
https://hosnyzoabi.weebly.com/uploads/7/9/7/2/7972742/saurezoabijde_r2.pdf
- Seguino, S. et Grown, C. (2006) Gender equity and globalization : Macroeconomic policy for developing countries, Journal of International Development, 18(8) : pp. 1081-1114.
https://mpira.ub.uni-muenchen.de/6540/1/MPRA_paper_6540.pdf
- CEE-ONU (2018) Lignes directrices sur l'utilisation des registres statistiques d'entreprises pour l'établissement de statistiques sur la démographie des entreprises et l'entrepreneuriat. <http://www.unece.org/index.php?id=51127>
- CEE-ONU (2017) Guide sur la valorisation du travail non rémunéré des services ménagers.
<https://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2018/ECECESSTAT20173.pdf>
- CNUCED (2017) Matériel pédagogique sur le commerce et le genre. Volume 1. Déplier les liens, Module 4, Liens entre le commerce et le genre : Une analyse du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Nations Unies.
https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditc2016d1_en.pdf
- CNUCED (2015) La classification internationale des mesures non tarifaires. Nations Unies. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditctab20122_en.pdf?user=46
- CNUCED (2014) Commerce et genre - Déployer les liens, matériel pédagogique de

l'Institut virtuel sur le commerce et le genre (volume 1).

https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/gds2014d1_en.pdf.

Banque mondiale (2012a), Higgins K. Gender les Dimensions de la facilitation du commerce et de la logistique. Une note d'orientation.

http://siteresources.worldbank.org/INTRANETTRADE/Resources/Pubs/Gender_Dimensions_Trade_Facilitation_Logistics_Higgins_electronic.pdf

Banque mondiale (2012b) : Rapport sur le développement dans le monde 2012. Égalité des sexes et développement. Washington, DC.

<https://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936222006/Complete-Report.pdf>

Banque mondiale (2018) Les femmes, les entreprises et le droit

<https://wbl.worldbank.org/Table/Graph 1>